

## Les projections économiques de l'OCDE

### Introduction

Deux fois par an, en juin et décembre, l'OCDE publie ses *Perspectives économiques*, qui contiennent des projections sur un certain nombre de variables économiques essentielles à un horizon de deux ans et demi.

Bien que les estimations publiées dans les *Perspectives économiques* soient presque universellement désignées comme des « prévisions », elles mériteraient plutôt l'appellation de « projections », dans la mesure où elles sont conditionnées par un certain nombre d'hypothèses techniques essentielles comme l'évolution future des cours de change et des prix des matières premières et de l'énergie. Les orientations annoncées par les pouvoirs publics sont également supposées rester inchangées durant la période couverte par les projections. Cela ne veut pas dire pour autant que l'OCDE considère automatiquement que les gouvernements vont – ou doivent – atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés. Cette hypothèse sert plutôt à illustrer les résultats les plus probables auxquels peuvent aboutir les mesures annoncées en matière de croissance, d'inflation ou d'emploi. De cette façon, cet exercice contribue à mettre en évidence les problèmes potentiels au sein de l'économie et à favoriser un débat entre les responsables politiques sur ce qui pourrait être fait afin d'obtenir de meilleurs résultats.

De ce fait, les projections s'accompagnent d'une analyse qui évalue les risques en amont (par exemple, risque d'inflation) et en aval (risque de récession). Compte tenu de ces risques, le Secrétariat de l'OCDE peut formuler des appréciations sur la réaction probable des gouvernements ou recommander des changements d'orientation. Ces projections à l'échelle de la zone de l'OCDE, ainsi que les analyses et les recommandations correspondantes, sont présentées dans le chapitre Évaluation générale de la situation macroéconomique des *Perspectives économiques*.

Les *Perspectives économiques* comportent également des chapitres sur les conditions et les perspectives économiques dans les différents pays de l'OCDE et dans un certain nombre de pays non membres, des chapitres consacrés à des thèmes d'actualité faisant l'objet de débats de politique économique, ainsi qu'une annexe riche en statistiques.

Cela étant, comme pour de nombreuses prévisions économiques publiées de nos jours, on peut se demander ce qui distingue les projections réalisées par l'OCDE. Ce numéro des *Synthèses* présente un certain nombre de caractéristiques des projections de l'OCDE que l'on ne retrouve généralement pas dans d'autres travaux de prévision, en particulier le processus d'élaboration de ces projections, leur champ de couverture et leur contenu. On verra également dans quelle mesure il convient de réfléchir à leur exactitude.

D'une manière générale, on est en droit d'affirmer que l'objet principal des projections de l'OCDE est de tracer le cadre du débat sur l'action des pouvoirs publics plutôt que de prédire l'avenir. A ce titre, elles constituent un complément à d'autres exercices de prévision. ■

**En quoi cet exercice est-il unique ?**

**Qui est responsable des projections et des analyses ?**

**Quelles sont les hypothèses formulées ?**

**Quels sont les domaines couverts par les projections à court terme ?**

**Quelles sont les variables et les relations essentielles ?**

**Et les économies nationales ?**

**Quel est l'apport de l'analyse ?**

**Les projections de l'OCDE sont-elles exactes ?**

**Références**

**Où nous contacter ?**

## En quoi cet exercice est-il unique ?

Le processus suivi par l'OCDE dans cet exercice est unique en ce sens que l'Organisation veille à la cohérence des projections à l'échelle mondiale. Cette cohérence est tout d'abord obtenue grâce au processus de production « interne » du Secrétariat de l'OCDE. Chaque exercice semestriel de prévisions débute par un large échange de vues entre experts et spécialistes des domaines en question travaillant pour l'OCDE. On obtient ainsi une base de départ cohérente pour l'analyse des perspectives mondiales et de ses interactions potentielles avec les projections des différents pays par le biais des relations commerciales et financières.

### La connaissance des pays découle des études économiques des pays Membres.

Le souci de cohérence est à la fois « horizontal », au sens où les projections sur les importations et exportations des différents pays doivent correspondre lorsque l'on en fait le total, et « vertical », dans la mesure où les projections sur les différents pays doivent être conformes aux évolutions externes. Un modèle macroéconomique, Interlink, est utilisé comme outil pour établir cette cohérence globale. Ce modèle, qui fait l'objet de mises à jour fréquentes, sert également à tester différentes hypothèses sur l'action des pouvoirs publics et pour mettre en évidence les principaux risques qui accompagnent les projections générales.

Naturellement, une certaine part d'appréciation intervient aussi avant de parvenir aux projections définitives : tout d'abord, lors de l'évaluation des conditions de départ des différents pays et, ensuite, lors de l'évaluation des résultats produits par le modèle. De plus, durant ce processus, les projections générales et par

pays sont soumises à un important examen interne, notamment dans le cadre de discussions approfondies entre experts des pays et spécialistes des sujets au sein du Secrétariat de l'OCDE sur des questions tels que les politiques monétaire et budgétaire, l'inflation ou les échanges internationaux. A l'étape suivante, le Secrétariat organise de larges débats sur les projections et les analyses correspondantes avec les experts et les responsables gouvernementaux des pays Membres. Le Secrétariat rencontre des spécialistes gouvernementaux des prévisions économiques pour vérifier que ses premières conclusions sont en cohérence avec leurs connaissances de la situation locale. Les grandes lignes des projections des *Perspectives économiques* et de l'analyse du Secrétariat sont présentées au Comité de politique économique de l'OCDE qui en examine les conséquences pour l'action des pouvoirs publics. Ce comité se compose de hauts fonctionnaires des ministères de l'Économie ou des Finances et des banques centrales.

Enfin, des renseignements sur les pays sont tirés des études économiques des pays Membres publiées régulièrement par l'OCDE (*voir page 8 pour plus d'information*). Tous les pays Membres participent à la production des études sur leur propre pays ainsi que sur les autres pays. On obtient ainsi un corpus de connaissances sur ces économies, qui fait continuellement l'objet d'une vérification lors des examens et des débats avec les économistes et les responsables des pays Membres. ■

## Qui est responsable des projections et des analyses ?

Les discussions entre le Secrétariat de l'OCDE et les responsables nationaux sont précieuses parce qu'elles tirent parti des connaissances et des compétences des pays Membres. Toutefois, même si le Secrétariat leur apporte toute l'attention qu'il convient, les commentaires et les propositions des

pays Membres ne sont pas automatiquement pris en compte dans la version finale des *Perspectives économiques*. En dernier lieu, les projections et les analyses publiées correspondent à l'évaluation totalement indépendante par les économistes de l'OCDE des conditions économiques dans le monde. Les *Perspectives économiques* sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'Organisation. ■

## Quelles sont les hypothèses formulées ?

Les projections de l'OCDE sont conditionnées par des hypothèses techniques sur l'évolution future des cours de change ainsi que des prix du pétrole et des autres matières premières. Elles reposent également sur des hypothèses relatives aux politiques budgétaire, monétaire et structurelle.

Les cours de change sont généralement supposés rester constants sur la période sous revue. Lorsque les écarts d'inflation ou l'orientation de la politique monétaire ont des répercussions sur les cours de change, elles sont généralement mises en évidence et examinées dans l'analyse qui accompagne les projections.

Le prix du pétrole brut est défini en fonction d'une évaluation des tendances du marché mondial du pétrole. L'Agence internationale de l'énergie assure un suivi du marché mondial du pétrole et ses experts sont consultés pour établir le prix projeté à court terme.

### Les hypothèses relatives aux politiques budgétaire et monétaire sont généralement fondées sur les mesures officiellement annoncées.

Au-delà de cet horizon, on considère généralement que les prix du pétrole restent constants en termes réels. Les autres prix des matières premières sont aussi définis de façon à rendre compte de la situation de l'offre et de la demande sur divers marchés au cours

du premier semestre de la période sous revue. Par la suite, comme pour les prix du pétrole, on prévoit qu'il suivront l'inflation de la zone de l'OCDE.

Les hypothèses sur les politiques budgétaire et monétaire des différents pays sont généralement fondées sur les mesures annoncées et les intentions déclarées des pouvoirs publics, dès lors qu'elles s'inscrivent dans des programmes bien définis. Par exemple, les projections sur les dépenses et les recettes publiques reposent sur les déclarations budgétaires les plus récentes. Les taux d'intérêt administrés sont définis conformément aux objectifs affichés par les autorités monétaires nationales tels qu'ils sont interprétés par le Secrétariat de l'OCDE.

### Les scénarios à moyen terme portent sur des périodes de cinq à six ans

De temps à autre, des scénarios à moyen terme, c'est-à-dire à un horizon de cinq à six ans, sont aussi publiés. Ces scénarios ont tendance à s'attacher aux questions macroéconomiques et structurelles.

Ils constituent généralement une base de comparaison entre le scénario de référence à moyen terme de l'OCDE et d'autres simulations reposant sur des hypothèses différentes. Le scénario de référence à moyen terme consiste à prolonger les projections à court terme de façon cohérente à un horizon de cinq ans.

Il est fortement conditionné par des hypothèses spécifiques sur l'évolution de l'action des pouvoirs publics et de la situation économique. Plus précisément, il ne se prononce pas quant au calendrier ou à l'ampleur des événements conjoncturels à venir. Il part plutôt de l'hypothèse d'un profil de croissance propre à éliminer l'écart

entre production effective et production potentielle à moyen terme dans l'ensemble des pays de l'OCDE. On considère que les prix des matières premières et les cours de change resteront constants en termes réels. Les politiques monétaires sont supposées maintenir une faible inflation et les politiques budgétaires sont, pour l'essentiel, censées poursuivre l'assainissement des finances publiques.

Ces dernières années, ces scénarios ont servi à illustrer des questions comme les perspectives d'évolution à long terme des budgets des administrations publiques, les causes de l'accroissement des déséquilibres des paiements courants ou encore l'interaction entre marchés du travail, transferts sociaux et assainissement budgétaire. ■

### Quels sont les domaines couverts par les projections à court terme ?

Le tableau de la page 4, qui est une adaptation d'un tableau publié dans les *Perspectives économiques* de juin 1999, présente les projections de l'OCDE sur les indicateurs macroéconomiques essentiels dans les principaux pays et régions de l'OCDE.

### Les principales projections ne sont que le « sommet de l'iceberg »

Ces projections sont généralement exprimées sous forme de variation en pourcentage de façon à faciliter les comparaisons. Les estimations relatives à la demande et à la production intérieure (PIB) sont données en termes « réels », c'est-à-dire corrigées des effets de l'inflation. Les chiffres portant sur l'inflation correspondent aux « indices implicites des prix du PIB »,

indicateur de l'inflation « interne », alors que d'autres indicateurs de l'inflation, tels que les indices des prix à la consommation, reflètent également les prix des produits importés. Les projections sur le chômage reposent sur les définitions nationales. La balance des paiements courants est un indicateur large de la position extérieure d'un pays. Elle comprend le solde des échanges de biens et de services ainsi que le solde des revenus de l'investissement étranger et des transferts officiels.

Ces principales projections ne sont que le « sommet de l'iceberg ». En effet, un grand nombre d'autres variables font également l'objet de projections. Il s'agit notamment de la consommation et de l'investissement privés et publics, des exportations et importations de biens et de services, des estimations la production potentielle ainsi que des « écarts » de production correspondants, des salaires, des prix à la consommation et de divers autres indicateurs de l'inflation, de l'emploi et des taux d'activité de la population, des taux d'épargne des ménages, des soldes financiers des administrations publiques ainsi que d'indicateurs de compétitivité. Toutes ces projections sont publiées dans les tableaux de l'Annexe des *Perspectives économiques* qui retracent leur évolution dans le temps. Les chiffres ainsi obtenus servent à calculer des estimations pour les principaux indicateurs économiques (comme le PIB réel) et sous-tendent l'analyse qui les accompagnent.

De temps à autre, en fonction de leur importance pour les pouvoirs publics au moment de la publication, les *Perspectives économiques* consacrent un chapitre à l'un de ces indicateurs, par exemple, au chômage, à la compétitivité, aux taux d'épargne des ménages ou encore à l'investissement des entreprises, afin d'étudier les tendances et d'en fournir des explications. ■

**Résumé des prévisions<sup>a</sup>**  
Taux annuels désaisonnalisés

	1998	1999	2000	1999		2000	
				I	II	I	II
<i>Pourcentage de variation par rapport à la période précédente</i>							
<b>PIB réel</b>							
États-Unis	3.9	3.6	2.0	4.2	2.0	2.0	1.9
Japon	-2.8	-0.9	0.0	-0.8	0.0	0.0	-0.1
Union européenne	2.8	1.9	2.4	1.6	2.3	2.4	2.6
Total OCDE	2.3	2.2	2.1	2.4	2.1	2.1	2.1
<i>En pourcentage</i>							
<b>Inflation (Indice implicite des prix du PIB)</b>							
États-Unis	1.0	1.1	1.5	1.2	1.1	1.5	1.7
Japon	0.4	-0.7	-0.6	-0.2	-0.7	-0.4	-0.7
Union européenne	1.8	1.7	1.7	1.8	1.7	1.7	1.7
Total OCDE	3.1	2.4	2.2	2.7	2.2	2.2	2.1
<i>En pourcentage de la population active</i>							
<b>Chômage</b>							
États-Unis	4.5	4.2	4.4	4.2	4.2	4.4	4.5
Japon	4.1	4.9	5.3	4.8	5.1	5.2	5.4
European Union	10.5	10.1	9.8	10.2	10.1	9.9	9.7
Total OCDE	7.1	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0
<i>En pourcentage du PIB</i>							
<b>Balance courante</b>							
États-Unis	-2.7	-3.4	-3.5	-3.3	-3.5	-3.5	-3.4
Japon	3.2	3.0	3.5	2.8	3.3	3.4	3.6
Union européenne	1.1	1.0	1.0	0.9	1.0	1.0	1.0
Total OCDE	-0.1	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4
<i>En pourcentage</i>							
<b>Taux d'intérêt à court terme</b>							
États-Unis	4.8	4.5	4.5	4.4	4.5	4.5	4.5
Japon	0.7	0.3	0.4	0.3	0.2	0.3	0.4
Zone euro	3.9	2.7	2.6	2.9	2.6	2.6	2.6
<i>Pourcentage de variation par rapport à la période précédente</i>							
<b>Commerce mondial</b>	4.5	3.9	5.6	3.9	5.7	5.7	5.6

a. Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :  
 les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;  
 les taux de changes restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 avril 1999; en particulier 1 dollar = 119.15 Y et 0.942 euro;  
 les prévisions ont été établies à partir des données collectées avant la date limite du 4 mai 1999.

## Quelles sont les variables et les relations essentielles ?

Les performances d'une économie traduisent l'interaction de nombreuses variables économiques et relations correspondantes. Les variables considérées comme étant les plus importantes diffèrent selon les circonstances et les questions politiques à l'ordre du jour, mais il convient de mentionner qu'une attention particulière est accordée aux données qui indiquent la façon dont les économies se comportent au regard de leur potentiel. Les marchés sont-ils tendus ou des capacités restent-elles inutilisées ? On trouvera ci-après un bref aperçu des principales relations économiques étudiées par le Secrétariat de l'OCDE. Une description plus complète et plus technique est fournie dans le document *Sources et*

*méthodes des Perspectives économiques*, disponible sur le site Internet de l'OCDE ([www.oecd.org/eco/out/source.htm](http://www.oecd.org/eco/out/source.htm)).

### Dépenses intérieures

Les projections sur la consommation privée tiennent généralement compte du revenu disponible, du patrimoine des ménages, des variations du taux d'inflation, de la situation monétaire et financière ainsi que des indicateurs avancés de la confiance des consommateurs et des ventes au détail. Généralement l'évaluation de l'investissement fixe des entreprises se fait à l'aide de variables non financières (ventes, production et utilisation des capacités) et financières (marge brute d'autofinancement et taux d'intérêt). Elle fait

aussi intervenir les informations tirées des enquêtes de conjoncture. Les prévisions concernant la construction résidentielle prennent en compte les tendances démographiques, les stocks de logements, le revenu réel et la situation financière. Elles s'appuient également sur des indicateurs conjoncturels de l'activité du bâtiment. Les prévisions sur la formation des stocks sont généralement établies par référence aux rapports pertinents stocks/production et stocks/ventes.

### Emploi, salaires et prix

Les tendances de l'emploi et d'autres variables du marché du travail sont le plus souvent évaluées par rapport aux variations du niveau de la production

effective et attendue, auxquelles viennent s'ajouter des éléments importants ayant trait aux évolutions de la productivité, aux contraintes de capacité et aux coûts. Les prévisions de taux de chômage sont établies à partir des prévisions sur l'emploi et l'offre de main-d'œuvre, l'évolution de cette dernière variable étant appréciée sur la base des tendances démographiques et d'hypothèses relatives aux taux d'activité. Les hypothèses sur les salaires et autres rémunérations prennent en compte un certain nombre de facteurs déterminants. Les données sur les déterminants de la formation des salaires en tant qu'indicateurs essentiels sont amplement utilisées. Les pressions de la demande sur le marché du travail, les taux de productivité et les termes de l'échange jouent également un rôle essentiel sur les projections globales des salaires réels et des indemnités réelles perçus par les salariés. L'évaluation des tendances des prix intérieurs et de l'inflation s'appuie de façon déterminante sur les coûts unitaires, le

poids de la demande et de l'écart de la production ainsi que sur les prix à l'étranger.

### Écarts de production

L'écart de production est défini comme la différence en pourcentage entre le PIB effectif à prix constants et le PIB potentiel estimé. Comme on ne peut pas observer ces écarts, les estimations des productions potentielles sont sujettes à d'importantes marges d'erreur. La production potentielle est estimée par une fonction de production qui prend en compte le stock de capital, les variations de l'offre de travail, la productivité des facteurs de production et le taux de chômage « non accélérateur des salaires » pour chaque pays Membre.

### Échanges extérieurs et balance des paiements

On s'efforce, dans l'élaboration des prévisions, d'assurer la cohérence des volumes et des prix dans les échanges internationaux, car c'est surtout par

l'intermédiaire des échanges que la conjoncture d'un pays influence les autres économies. Les prévisions initiales sur la croissance du volume des importations de produits manufacturés sont calculées à partir de l'activité économique (les dépenses) et la position concurrentielle retardée. Les prévisions des volumes d'exportation sont basées sur l'évolution des marchés à l'exportation et celle des positions concurrentielles. Les prévisions sur les prix des exportations sont fondées initialement sur les mouvements des coûts unitaires de main-d'œuvre, des prix à l'importation et des prix à l'exportation des concurrents, tandis que les prix des importations sont calculées comme la moyenne pondérée des coûts à l'étranger et des prix intérieurs. Les prévisions du revenu des investissements perçus ou versés traduisent le rendement des encours d'avoirs et d'engagements à l'étranger et des taux de rendement. ■

## Et les économies nationales ?

Les *Perspectives économiques* évaluent l'évolution économique mondiale, mais elles s'attachent aussi aux perspectives des différentes économies de l'OCDE. On prépare ainsi des projec-

tions détaillées reprenant toutes les variables mentionnées précédemment pour chaque pays de l'OCDE. Des projections un peu moins détaillées sont également élaborées pour un certain

nombre d'économies non membres. Le tableau ci-après offre une illustration des projections établies sur les pays Membres. ■

### États-Unis – Demande et production Pourcentages de variation, en volume

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	Prix courants Milliard de \$					
Consommation privée	4953.9	3.2	3.4	4.9	4.5	2.6
Consommation publique	1138.1	0.7	1.3	1.1	1.8	0.3
Formation brute de capital fixe	1230.9	7.9	7.3	9.7	6.1	1.0
Secteur public	218.4	3.4	1.2	0.1	4.3	1.6
Secteur privé : résidentiel	284.8	7.4	2.5	10.4	5.3	-5.3
Secteur privé : autres	727.7	9.3	10.7	11.8	6.8	3.0
Demande intérieure finale	7322.9	3.6	3.8	5.2	4.5	2.0
Variation de stocks <sup>a</sup>	30.6	0.0	0.5	-0.1	-0.3	-0.1
Demande intérieure totale	7353.5	3.6	4.2	5.1	4.2	1.9
Exportations de biens et services	819.5	8.5	12.8	1.5	2.7	5.7
Importations de biens et services	903.4	9.2	13.9	10.6	7.6	4.3
Exportations nettes <sup>a</sup>	-83.9	-0.2	-0.4	-1.4	-0.9	0.0
PIB au prix du marché	7269.6	3.4	3.9	3.9	3.6	2.0
Production industrielle	-	4.5	6.0	3.7	1.4	1.8

a. Contribution aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

## Quel est l'apport de l'analyse ?

L'analyse qui accompagne les projections économiques de l'OCDE vient préciser le sens des chiffres et attribue, explicitement ou implicitement, des probabilités aux résultats qu'ils représentent. Au-delà de cela, l'analyse propose des solutions pour régler les problèmes économiques émergents mis en évidence par les projections – comme les mesures à prendre pour compenser ou éviter des risques en aval ou encore la façon de traiter les problèmes de surchauffe sans nécessairement plonger l'économie dans la récession.

Depuis le début des années 1980, les gouvernements des pays de l'OCDE ont généralement cherché à suivre des politiques destinées à freiner l'inflation et à assurer la stabilité des prix, à assainir les finances publiques, le tout dans une perspective à moyen terme.

Pour accroître l'efficacité, augmenter la production et améliorer le niveau de vie, ils ont mis en œuvre des réformes des marchés des biens et du travail. Les dispositifs sociaux ont aussi été inscrits à l'ordre du jour des réformes de façon à ce que les pays puissent les financer, mais aussi afin d'en améliorer les performances.

### L'interaction entre les économies de l'OCDE et hors OCDE s'est accentuée

Au cours de cette période, l'interaction entre les économies de l'OCDE et hors OCDE s'est accentuée, ce qui a conduit les économistes de l'OCDE à prendre de plus en plus en compte l'évolution de l'économie mondiale lors de la formulation de projections et d'apprécia-

tions analytiques. Les flux financiers contribuent désormais à façonner l'évolution de l'activité économique réelle. Tous ces thèmes sont traités dans les divers chapitres des derniers numéros des *Perspectives économiques*. ■

## Les projections de l'OCDE sont-elles exactes ?

Les projections de l'OCDE sont ce qu'elles sont à savoir, des projections et non pas des prédictions. L'analyse vient enrichir les projections et définit un cadre pour évaluer les résultats et recommander des changements d'orientation dans l'action des pouvoirs publics. Mais l'analyse ne peut que souligner les risques, elle ne peut dire précisément quels sont ceux qui se concrétiseront et à quel moment. L'économie n'est pas une science exacte.

### Les Perspectives économiques proposent souvent différents scénarios

En définitive, elle étudie le comportement humain qui évolue en fonction des expériences et des anticipations. En outre, elle doit s'efforcer de s'adapter à mesure que les économies et les systèmes économiques évoluent. Par exemple, il y a quelques années encore, la détermination de la politique monétaire s'appuyait fortement sur des indicateurs représentatifs des agrégats monétaires. Puis les marchés de capitaux ont introduits des produits financiers nouveaux et d'autres changements sont intervenus. En conséquence, les comparaisons dans le temps sont devenues plus difficiles et l'assignation d'objectifs de croissance des agrégats monétaires comme ins-

trument d'orientation de la politique monétaire a perdu de son importance.

Le Secrétariat de l'OCDE vérifie régulièrement l'exactitude de ses projections. L'un des principaux objectifs de ces examens consiste à vérifier si les erreurs sont dues aux révisions des données, à la non réalisation des hypothèses correspondantes ou à des erreurs d'appréciation de la situation économique ou des facteurs déterminant les perspectives. En effet, les projections indiquent parfois que les politiques du moment produisent des résultats peu satisfaisants qui peuvent donner lieu à des changements d'orientation et se révèlent par là même être des erreurs (souhaitables) de projections. Les erreurs de projections importantes interviennent généralement lors de grands tournants de l'activité économique. Les raisons à l'origine de ce phénomène peuvent donner matière à débat. Ces erreurs peuvent être dues à des défaillances d'appréciation ou à une diminution du pouvoir de prédiction des informations disponibles au moment des retournements de conjoncture (voir encadré page 7).

L'OCDE est parfois critiquée par les observateurs pour son optimisme excessif quant aux perspectives économiques. Bien que nous ne pensions pas que ce soit le cas, ces critiques ont le mérite de souligner l'importance d'une évaluation des projections en termes de probabilités. Pour bien faire comprendre cette démarche, les *Perspectives économiques* proposent souvent différents scénarios. Ce type d'analyse présente une série de résultats envisageables auxquels on peut attribuer des probabilités différentes et cette analyse sert à mettre en évidence les risques et les incertitudes liées aux différentes projections. ■

## Prévoir des résultats économiques à la suite d'un choc de grande ampleur

Des erreurs de prévisions peuvent se produire faute d'avoir anticipé des événements ou des chocs. Une fois que ces événements sont intervenus, les prévisions sont bien entendu l'objet d'un ajustement. Toutefois, les répercussions de chocs de grande ampleur sont difficiles à apprécier parce qu'ils induisent des changements de comportement ou des effets secondaires, voire tertiaires. C'est particulièrement le cas pour les marchés de capitaux qui sont généralement plus instables.

La crise asiatique constitue sans doute le meilleur exemple récent d'un choc de grande ampleur. En mars 1998, à l'heure où l'on préparait les prévisions destinées à être publiées dans le numéro 63 des *Perspectives économiques*, la crise financière qui avait commencé durant l'été de 1997 dans plusieurs économies de marché émergentes avait gagné la Corée (pays Membre

de l'OCDE) et avait commencé à provoquer un certain nombre de conséquences indirectes. On peut évoquer, entre autres, la baisse des prix du pétrole et d'autres matières premières ainsi que le recul des taux d'intérêt à long terme lié au phénomène de refuge. A ce moment-là, l'évolution des importations et des exportations de la zone de l'OCDE (Corée comprise) devaient aboutir, d'après les prévisions, à un ajustement des paiements courants de l'ordre de \$ 20 milliards de 1997 à 1998 (\$ 40 milliards hors Corée), ajustement devant se poursuivre en 1999. En fait, l'ajustement a été plus rapide que prévu (voir tableau ci-dessous) puisqu'il a été proche de \$ 60 milliards dès 1998 (\$ 100 milliards hors Corée).

Néanmoins, compte tenu des effets directs et indirects de la crise, le PIB réel de l'OCDE devait progresser de 2.4 pour cent en 1998. En fait, cela coïncide avec le résultat définitif de

2.3 pour cent, ce qui indique que, pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, les répercussions globales de la crise asiatique avaient été plutôt bien appréciées.

En revanche, des erreurs importantes ont été commises au niveau des prévisions relatives aux principales régions de la zone de l'OCDE, erreurs qui ont eu tendance à se compenser. Cela traduit, entre autres, les difficultés à évaluer les diverses implications de phénomènes indirectement liés à la crise asiatique sur les résultats des pays en matière de croissance. Ces phénomènes comprennent notamment les baisses de taux d'intérêt intervenues dans plusieurs pays, en partie à l'instigation des pouvoirs publics pour contrecarrer l'impact négatif de la crise, les variations des cours de change bilatéraux entre les grandes économies de l'OCDE ainsi que la hausse des marchés boursiers qui est apparue dans plusieurs pays. ■

	<i>Perspectives économiques</i> n° 63 (juin 1998)	Résultat
Variation de la balance des paiements courants de l'OCDE de 1997 à 1998	-\$18 bn	-\$56 bn
Hors Corée	-\$41 bn	-\$105 bn
Croissance du PIB réel pour 1998, en %		
OCDE	2.4	2.3
États-Unis	2.7	3.9
Japon	-0.3	-2.8
Union européenne	2.7	2.8

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des Relations extérieures,  
Direction des Relations extérieures et de la Communication.  
Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

Les Synthèses de l'OCDE sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE

[www.oecd.org/publications/Pol\\_brief/](http://www.oecd.org/publications/Pol_brief/)

## Références

### ■ Perspectives économiques, n°65, juin 1999

ISBN 92-64-27313-1, FF 237.00, 309 pages

Une version préliminaire des *Perspectives économiques*, comportant la synthèse des projections, est publiée sur le site Internet de l'OCDE, environ un mois avant la publication de l'ouvrage : [www.oecd.org/eco/out/Eo65.htm](http://www.oecd.org/eco/out/Eo65.htm).

### ■ Études économiques de l'OCDE

Les *Études économiques* examinent les économies des pays Membres et, de temps à autre, d'un certain nombre de pays non-membre. Chaque étude comprend une analyse de l'évolution économique récente et des recommandations à l'intention des pouvoirs publics, un chapitre structurel consacré à un ou plusieurs secteurs ou caractéristiques de l'économie sous revue (par exemple, le chômage, la politique de l'environnement), de nombreux tableaux et graphiques, une annexe statistique détaillée et un tableau dépliant comparant les données économiques essentielles relatives à l'ensemble des pays de l'OCDE. Environ 18 *Études* sont publiées chaque année. Elles sont vendues à l'unité ou sur abonnement. Pour plus de précisions, veuillez consulter la section « Periodicals » de la librairie en ligne de l'OCDE, à l'adresse [www.oecd.org/bookshop/](http://www.oecd.org/bookshop/).

### ■ OECD Economic Studies

Cette revue paraît deux fois par an. Elle présente des articles sur l'économie appliquée et les analyses statistiques, généralement avec une dimension internationale ou transnationale. Prix : \$ÉU 69. Pour commander cette revue, veuillez consulter la section « Periodicals » de la librairie en ligne de l'OCDE, à l'adresse [www.oecd.org/bookshop/](http://www.oecd.org/bookshop/).

### ■ UEM – Faits, défis et politiques, 1999

ISBN 92-64-27027-2, FF 200, 240 pages

Cette publication est consacrée à la zone euro en tant qu'entité économique ; elle analyse la préparation minutieuse qui a mené à la monnaie unique ainsi que les enjeux soulevés par son introduction. La convergence macroéconomique déjà réalisée et le cadre institutionnel désormais en place ne doivent pas faire oublier qu'il subsiste un certain nombre d'incertitudes. Une articulation des politiques monétaire et budgétaire qui soit à la hauteur des enjeux reste à définir. La capacité de l'UEM à absorber les chocs économiques doit en outre être revue et renforcée.

### ■ Informations complémentaires

On trouvera davantage de renseignements sur les travaux du Département des affaires économiques de l'OCDE, notamment des informations sur d'autres publications, les produits statistiques et les Documents de travail, sur le site Internet du Département à l'adresse [www.oecd.org/eco/eco/](http://www.oecd.org/eco/eco/).

## Où nous contacter ?

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de BONN  
August-Bebel-Allee 6,  
D-53175 BONN  
Tél : (49-228) 959 12 15  
Fax : (49-228) 959 1218  
E-mail :  
bonn.contact@oecd.org  
Internet : [www.oecd.org/bonn](http://www.oecd.org/bonn)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE de  
WASHINGTON  
2001 L Street N.W.,  
Suite 650  
WASHINGTON D.C. 20036-  
4922  
Tél : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail :  
washington.contact@oecd.org  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free: (1-800) 456 6323

### FRANCE

Siège de l'OCDE à PARIS  
2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél : 33 (0) 1 45 24 81 81  
Fax : 33 (0) 1 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### JAPON

Centre de l'OCDE de TOKYO  
Landic Akasaka Bldg  
2-3-4 Akasaka, Minato-Ku  
TOKYO 107  
Tél : (81-3) 3586 2016  
Fax : (81-3) 3584 7929  
E-mail :  
center@oecdtokyo.org  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du  
MEXIQUE  
Edificio Infotec,  
Av. San Fernando No. 37  
Col. Toriello Guerra  
Tlalpan C.P.  
14050 MEXICO D.F.  
Tél : (525) 528 10 38  
Fax : (525) 606 13 07  
E-mail : [ocde@rtn.net.mx](mailto:ocde@rtn.net.mx)  
Internet : [rtn.net.mx/ocde/](http://rtn.net.mx/ocde/)